



DIRECTION DES INFRASTRUCTURES
AGENCE TERRITORIALE DE JONZAC

**ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT
PERMISSION DE VOIRIE VALANT
AUTORISATION D'ENTREPRENDRE**

ARRÊTÉ N° 24-03592

COMMUNE DE SAINT-SIMON-DE-BORDES

ROUTE DÉPARTEMENTALE N° D151

LA PRÉSIDENTE DU DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de l'urbanisme,

VU le Code du travail,

VU le Code de la route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème – partie signalisation temporaire- approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,

VU le règlement de voirie approuvé le 19 août 1996, relatif à la conservation du Domaine Public Routier Départemental,

VU l'arrêté permanent n° 2016P-SCEE-001 portant réglementation de la circulation et de l'utilisation de la signalisation temporaire sur les routes départementales, hors agglomération, en date du 20 avril 2016,

VU l'arrêté portant délégation de signature à la Direction des Infrastructures n° SG 24-62 en date du 22 janvier 2024,

VU l'état des lieux,

VU la demande en date du **29/07/2024** par laquelle **ENEDIS** demeurant **14 rue Marcel Paul 17021 LA ROCHELLE CEDEX** représentée par **Monsieur Guillaume HENRYOT** représenté par **ENVIRONNEMENT ECR 3 AVENUE DE GUITAYNE 33610 CANEJAN** représentée par **Monsieur Yves CAPDEVIELLE**,

demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur la D151 au PR 3+0119 (Saint-Simon-de-Bordes) situé hors agglomération,

Nature des travaux : Sondages géologiques pour projet d'enfouissement de lignes ENEDIS pour raccordement producteur ST SIMON DE BORDES au poste source de Jonzac Dossier n° DC27/036709

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le bénéficiaire **ENEDIS** est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande sous réserve pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

D151 au PR 3+0119 (Saint-Simon-de-Bordes) situé hors agglomération

- Sondages géologiques pour projet d'enfouissement de lignes ENEDIS pour raccordement producteur ST SIMON DE BORDES au poste source de Jonzac Dossier n° DC27/036709 : 1 artère(s) d'une longueur totale de 20 mètres

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le domaine public sera remis en état.

ARTICLE 3 - AUTORISATION D'ENTREPRENDRE – OUVERTURE DE CHANTIER ET DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le présent arrêté vaut autorisation d'entreprendre sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation.

Date de début des travaux : **05/08/2024**

Date de fin des travaux : **04/12/2024**

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS À PRENDRE AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX

L'ouverture du chantier est subordonnée au respect de la procédure de déclaration de travaux prévue par la réglementation en vigueur, notamment par le Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Au titre de l'article R.4412-97 du code du travail, le bénéficiaire du présent arrêté devra s'assurer, avant toute intervention sur la chaussée nécessitant un traitement d'enrobés bitumineux à chaud en place, y compris à titre occasionnel, de la nature et de la conformité de ces matériaux par rapport aux exigences réglementaires en vigueur pour prévenir des risques sanitaires liés à la présence potentielle d'amiante. Ainsi, il prendra toutes dispositions nécessaires, notamment par des analyses de prélèvements par carottages. Les résultats de ces analyses devront être communiqués au gestionnaire de la voirie.

Toute restriction de circulation devra faire l'objet d'une autorisation à solliciter préalablement auprès de l'autorité compétente.

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 - CONTRÔLE DE CONFORMITÉ

La conformité des travaux du présent arrêté sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier et selon le cas, durant l'exécution des travaux. Le permissionnaire est tenu d'assurer toutes les facilités d'accès aux services de la Direction des Infrastructures du Département pour effectuer les travaux de contrôle jugés nécessaires.

ARTICLE 6 - SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DE CHANTIER

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (I-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

La signalisation devra, en outre respecter les prescriptions de l'arrêté permanent du Département en date du 20 avril 2016 pour les travaux situés hors agglomération, ou celles de l'arrêté permanent de la commune concernée, lorsqu'il existe, pour les travaux situés en agglomération.

La signalisation de chantier se fera conformément au schéma ci-joint en annexe (le schéma CF22 alternat avec sens prioritaire et le schéma CF24 alternat par feux,).

En cas d'absence d'arrêté permanent pris par les gestionnaires de voirie concernés ou de travaux non couverts par ces arrêtés, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires de la police, un arrêté particulier réglementant la circulation.

La signalisation devra alors, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique réglementant la circulation.

ENEDIS a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

Sauf prescription explicite contraire, il est interdit d'exécuter les travaux de nuit.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers tels que la pluie ou le brouillard, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée mise en place.

En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus, sans préjudice de la mise en place d'une signalisation d'urgence, même en l'absence de décision de l'autorité de police.

ARTICLE 7 - REDEVANCE

Sans objet

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation des ouvrages.

Le bénéficiaire est tenu de maintenir en permanence en bon état et à ses frais exclusifs tous les ouvrages faisant l'objet de cette permission de voirie.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le bénéficiaire devra entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 - RÉCOLEMENT

Au regard des obligations de déclaration et de partage d'information fixées dans le cadre de l'instauration d'un guichet unique en vue de lutter contre l'endommagement des réseaux, la fourniture systématique de documents de récolement n'est pas exigée par le Département (à l'exception des cas particuliers ci-dessous).

Faute du respect par le bénéficiaire des obligations de déclaration et de repérage de ses réseaux sur guichet unique, sa responsabilité pourra être recherchée en cas d'accident provoqué du fait de cette négligence.

Cas particulier :

La production de documents de récolement est impérative pour les ouvrages d'art. Ces documents seront expressément listés et demandés par le service compétent de la Direction des Infrastructures du Département.

ARTICLE 10 - DURÉE, VALIDITÉ, RENOUVELLEMENT DE L'ARRÊTÉ ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

La présente autorisation n'est valable que pour une durée d'un an à compter de ce jour. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE 11 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

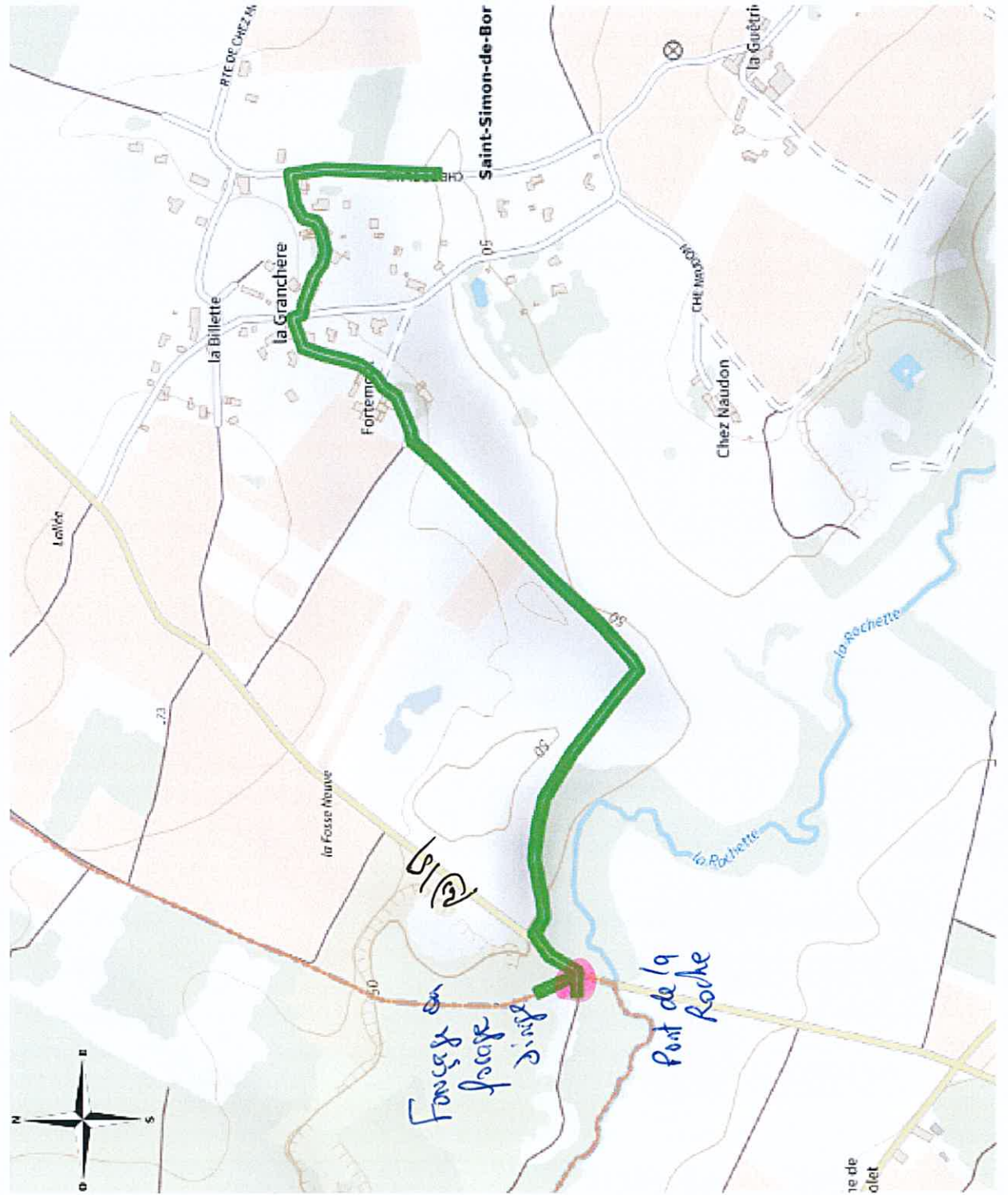
Fait à Jonzac, le 01 AOUT 2024

**Pour la Présidente du Département de la Charente-
Maritime,
et par délégation,
le Responsable de l'Agence territoriale de Jonzac
Christophe DORNIER**

Diffusion :

- ENEDIS
- ENVIRONNEMENT ECR
- Commune de SAINT-SIMON DE BORDES
- Le responsable du secteur de Jonzac

Liste des annexes :



Coordonnées : <gml:Polygon srsName="EPSG:4171"><gml:exterior><gml:linearRing><gml:posList srsDimensions="2">-0.459097 45.415302 -0.459097 45.415302 -0.459055 45.415938 -0.45912 45.416287 -0.459537 45.416236 -0.45973 45.416159 -0.459796 45.416004 -0.459804 45.415998 -0.460009 45.415928 -0.46001 45.415928 -0.460297 45.41588 -0.460301 45.41588 -0.46055 45.415921 -0.460552 45.415922 -0.460748 45.41602 -0.461205 45.416137 -0.461384 45.416157 -0.461399 45.416166 -0.461444 45.416251 -0.461837 45.416153 -0.461944 45.415935 -0.462029 45.415687 -0.462029 45.415687 -0.462109 45.415506 -0.46211 45.415504 -0.462326 45.415312 -0.462328 45.415311 -0.462475 45.415244 -0.462639 45.415078 -0.462643 45.415076 -0.462989 45.414972 -0.462989 45.414972 -0.463233 45.414903 -0.463234 45.414902 -0.463378 45.414889 -0.463729 45.414606 -0.463729 45.414606 -0.464825 45.413844 -0.465607 45.413303 -0.466337 45.412752 -0.466338 45.412752 -0.466912 45.412387 -0.466913 45.412387 -0.467115 45.412302 -0.467141 45.412303 -0.467518 45.412531 -0.468501 45.413071 -0.469229 45.41339 -0.469719 45.413463 -0.470189 45.4135 -0.470793 45.413418 -0.470793 45.413418 -0.471156 45.413388 -0.471162 45.413388 -0.471421 45.413492 -0.47172 45.413441 -0.471986 45.41302 -0.472001 45.413014 -0.472235 45.413011 -0.472423 45.413011 -0.472423 45.413011 -0.472423 45.413011 -0.472433 45.413492 -0.472433 45.413401 -0.471817 45.413401 -0.471815 45.413403 -0.471438 45.41359 -0.471418 45.41359 -0.471133 45.413479 -0.470813 45.413507 -0.470195 45.41359 45.41359 -0.470193 45.41359 -0.468427 45.413552 -0.469181 45.413474 -0.469179 45.413474 -0.468427 45.413145 -0.468427 45.413145 -0.467436 45.412601 -0.467436 45.412601 -0.467716 45.412403 -0.46699 45.412459 -0.466428 45.4113145 -0.465699 45.413366 -0.46366 45.413366 -0.464915 45.413908 -0.463822 45.414668 -0.463445 45.414972 -0.463266 45.414972 -0.463038 45.415055 -0.462723 45.415148 -0.462566 45.415148 -0.462566 45.41531 -0.462414 45.415379 -0.462224 45.415547 -0.462153 45.415711 -0.462067 45.4159